



**Parti Communiste Marxiste-Léniniste / Turquie & Kurdistan**

# BULLETIN INTERNATIONAL

**Mai 2026 N° 273**

[www.mlkp-info.org](http://www.mlkp-info.org) | [mail@mlkp-info.org](mailto:mail@mlkp-info.org)



## **Le coup d'État judiciaire fasciste contre le CHP**

Dans de nombreux pays, nous assistons à l'érosion des ordres étatiques bourgeois, à la fin des illusions liées aux « élections et au parlement », à la décadence politique ainsi qu'à la perte de fonctionnalité des parlements. De même, le mensonge de la « séparation des pouvoirs » et de la « justice indépendante » devient de plus en plus évident. En Turquie, la récente attaque de l'État contre l'op-

position bourgeoise du CHP ne constitue pas une simple « décision de justice », mais une offensive de liquidation organisée et stratégique menée par l'État bourgeois sous la houlette du chef fasciste Erdoğan, qui entend consolider durablement son régime.

Un tribunal d'Ankara a décidé d'annuler le 38e congrès ordinaire du CHP, qui s'est tenu en 2023. Sous l'accusation d'« influence sur les délégués », la justice a déclaré l'ensemble du congrès « nul et non avenue » et a ainsi destitué la direction du parti élue à l'époque, autour de l'actuel président du CHP, Özgür Özel. La police a ensuite attaqué les personnes qui attendaient devant et à l'intérieur du bâtiment avec du gaz poivré et des balles en plastique, puis a fait irruption dans le bâtiment. Alors qu'Özgür Özel et les membres de la direction ont dû quitter les lieux, le siège du CHP a été évacué afin que l'ancien président destitué, Kemal Kılıçdaroğlu, ainsi que l'ancienne direction, puissent reprendre leurs fonctions.

Cette attaque ne peut être considérée comme une simple décision de justice. La décision

d'imposer la « hiérarchie fasciste » par la voie judiciaire visait à s'emparer de la direction légitime du CHP. Il ne s'agit ni plus ni moins d'un coup d'État judiciaire, d'une offensive stratégique de purge menée par l'alliance fasciste AKP-MHP, qui se prépare à un nouveau processus électoral et constitutionnel. Depuis quelque temps déjà, les agressions fascistes s'intensifient, ce qui s'est traduit auparavant par des arrestations massives de membres de partis et d'organisations progressistes, révolutionnaires et socialistes. Il était prévisible que cela s'étendrait tôt ou tard à l'opposition bourgeoise.

Kılıçdaroğlu, qui avait autrefois marché d'Ankara à Istanbul en scandant « Droit, Loi, Justice ! », a désormais trouvé la justice dans l'injustice fasciste du gouvernement AKP-MHP. Ces attaques planifiées et sordides menées par le gouvernement AKP-MHP en collaboration avec la bureaucratie d'État ont une longue tradition. Des bulletins de vote invalides sont validés, des élections municipales sont annulées et répétées, les diplômes des maires de l'opposition sont retirés, ceux-ci sont

destitués et arrêtés. Des dizaines de maires et de collaborateurs du CHP font l'objet de perquisitions, subissent des pressions massives, sont victimes de chantage ou de corruption pour qu'ils rejoignent l'AKP. Ce n'est pas un hasard si la « déclaration de nullité » tombe pendant de longues vacances et coïncide avec les discussions diplomatiques d'Erdoğan avec ses partenaires internationaux.

La « déclaration de nullité » a non seulement démasqué le simulacre d'élections démocratiques bourgeoises, mais a également scellé l'arbitraire extrême du régime fasciste au pouvoir. Après la défaite aux élections municipales du 31 mars 2024, l'AKP-MHP a profité du processus de négociation entamé avec le fondateur du PKK, Abdullah Öcalan, sous les objectifs stratégiques d'une « Turquie sans terrorisme » et d'une « région sans terrorisme », pour lancer des attaques contre le CHP et ses administrations municipales. L'État a attisé les attentes démocratiques avec ce processus, tout en le retardant afin de paralyser les forces de résistance. Ce procès est utilisé comme une menace, notam-

ment contre le rapprochement entre le parti DEM et le CHP.

Depuis plus de dix ans, le régime d'Erdoğan mène une politique dirigée contre toutes les dynamiques sociales des opprimés, dans le but de garantir les intérêts de la classe bourgeoise et de stabiliser le pouvoir de l'appareil dirigeant fasciste. Après sa première défaite électorale en 2015, après le mouvement de révolte de Gezi et la résistance de Kobanê, le régime a tenté de réprimer le mouvement populaire. Les attentats à la bombe perpétrés lors de rassemblements à Amed, lors de la manifestation de la jeunesse socialiste à Suruç, à Antep, Istanbul, et lors du rassemblement pour la paix à Ankara montrent quel type de régime les forces au pouvoir aspiraient à instaurer.

Kemal Kılıçdaroğlu s'est présenté comme candidat à la présidence contre Erdoğan en 2023. Au cours de ses treize années au pouvoir, il a toutefois perdu toutes les élections, devenant ainsi de facto l'adversaire préféré d'Erdoğan. Il a également joué un rôle clé dans les mesures antidémocratiques pri-

ses précédemment par le régime. C'est avec sa participation que l'immunité parlementaire a été levée, à la suite de quoi les coprésidents et de nombreux députés du HDP ont été arrêtés. Ce sont surtout les personnalités politiques kurdes, mais aussi les journalistes d'opposition, les révolutionnaires, les socialistes et d'autres opposants au régime qui ont alors été de plus en plus pris pour cible par l'État.

Aujourd'hui encore, Kılıçdaroğlu se montre disposé à collaborer avec le régime fasciste. La délégation du CHP qu'il a dépêchée a effectué, pendant la fête du Sacrifice, la première visite officielle au parti au pouvoir, après trois ans d'absence de visites réciproques. Les représentants des deux camps ont mis l'accent sur « l'unité », la « fraternité » et la « coopération ». Lors de la visite de retour de l'AKP au siège du CHP, il a également été déclaré qu'il était possible de « se réunir à tout moment autour d'une même table pour le bien du pays ». Il est clair que Kılıçdaroğlu est prêt à collaborer avec le régime fasciste.

Comme prévu, après l'annonce de la décision, des partis, des organisations, des syndicats, des institutions et des organismes issus d'un large spectre politique ont tour à tour publié des déclarations qualifiant cette décision d'inacceptable. Une partie des partisans du CHP s'est rassemblée devant les locaux du parti, notamment devant le siège à Ankara, et a scandé des slogans en soutien à la direction actuelle dirigée par Özgür Özel. La réponse de la direction du CHP est toutefois restée limitée. Au lieu de mobiliser les masses, d'occuper les places publiques et d'organiser une large résistance politique contre cette attaque, Özgür Özel s'est contenté d'annoncer des actions en justice. Le CHP s'est contenté de déclarer avoir fait appel de la décision auprès de la Cour suprême et du Conseil électoral suprême. Une manifestation à Izmir a été dispersée par la police à l'aide de canons à eau et de gaz poivré.

Comme pour tous les développements actuels en matière de politique intérieure, il s'agit de renforcer le « front intérieur » du régime. Dans un premier

temps, on a tenté de mettre le mouvement national démocratique kurde en attente. Dans le même temps, les attaques contre les mouvements sociaux, en particulier contre les forces révolutionnaires, se sont intensifiées. La principale faiblesse de la phase actuelle ne réside toutefois pas dans les attaques du régime, mais dans l'absence d'un programme de lutte commun aux opprimés. C'est pourquoi les mouvements sociaux des opprimés doivent surmonter cette faiblesse et unir leurs forces dans la lutte pour la justice, l'égalité, la liberté, la paix et la démocratie.

Une solution ne peut être trouvée en s'alignant sur les intérêts de l'opposition bourgeoise. Il faut au contraire construire un « Front de libération des opprimés ». Un programme de lutte commun minimal est urgent et nécessaire. Il doit inclure les revendications suivantes : la fin de la répression politique ; la libération de tous les prisonniers politiques, en particulier celle d'Abdullah Öcalan ; l'annulation de toutes les déclarations de « nullité » et de mise sous tutelle administrative ; la restitution des muni-

cipalités à leurs représentants élus ; la levée de toutes les restrictions à la liberté d'expression, d'organisation et d'action ; la reconnaissance des droits démocratiques de la nation kurde et des mesures en faveur d'une paix juste ; la fin de l'oppression sexuelle, nationale et de classe.

Le régime fasciste, incapable de trouver une solution à la stagnation économique et à la destruction, perdant chaque jour un peu plus de soutien et commettant de plus en plus de crimes, continue de façonner la politique bourgeoise à coups de matraque judiciaire et de terreur d'État. Les vagues de désorganisation, de dépolitisation, d'arrestations, d'interdictions et de répression du régime du chef ne peuvent être repoussées que par une résistance générale et la lutte unifiée de la classe ouvrière et de tous les opprimés. La tâche du mouvement révolutionnaire consiste à développer des formes de lutte, des slogans et des tactiques appropriés pour orienter cette évolution dans une direction révolutionnaire. Pour y parvenir, il faut construire un centre révolutionnaire unifié et une direction révolutionnaire unifiée.

## Sur le processus d'intégration au Rojava

La Révolution du Rojava subit actuellement une pression massive et se trouve confrontée à une offensive existentielle visant son anéantissement. Le HTS, avec le soutien de l'État colonial turc et de l'impérialisme américain, cherche à liquider progressivement les dernières conquêtes de la révolution encore existantes. Dans ce contexte, le prétendu processus d'intégration au gouvernement central syrien sert de levier politique pour priver l'Administration autonome de son autonomie réelle.

Quelle que soit la manière dont cette « intégration » est officiellement présentée, la reconnaissance de l'hégémonie de l'État central syrien conduit inévitablement à un processus de dissolution des structures autonomes existantes. Avec le transfert des ressources économiques au gouvernement central, l'autonomie se réduit de fait à une administration locale limitée.

### **L'intégration des Forces démocratiques syriennes**

Ce processus apparaît particulièrement clairement dans le domaine militaire. L'intégration des FDS dans l'armée cent-

rale syrienne est actuellement en cours de mise en œuvre. Elle repose sur l'accord conclu le 29 janvier entre l'Administration autonome et le gouvernement du HTS. Les dispositions de cet accord prévoient que trois brigades des FDS seront placées sous le commandement de la 60e division, ainsi qu'une brigade supplémentaire à Kobanê, rattachée à la 72e division. Chaque brigade compte environ 1 000 à 1 500 combattants, ce qui signifie que les FDS fourniront au maximum 4 500 combattants au sein de cette nouvelle structure. Les divisions concernées comptent cependant au total entre 10 000 et 15 000 soldats.

Les combattants des FDS ne représenteront donc qu'environ un tiers de cette nouvelle structure militaire ; le reste sera composé de forces du HTS et d'anciens combattants de l'Armée syrienne libre (ASL). Bien que la structure de commandement soit censée être formellement paritaire, un commandant du HTS a été placé à la tête de la division. L'ensemble de la hiérarchie militaire est par ailleurs directement subordonné à l'état-major général de Damas.

À cela s'ajoute le fait que les armes lourdes et semi-lourdes des FDS ont déjà été remises au gouvernement central. Dans ces conditions, il est évident que les FDS ne sont plus indépendantes sur le plan militaire et ne sont plus en mesure de garantir l'autonomie politique du Rojava. Tout indique au contraire qu'elles seront progressivement absorbées par l'armée centrale syrienne dominée par le HTS.

### **Quelle place occuperont les femmes dans la « nouvelle » Syrie ?**

La situation des Unités de protection des femmes (YPJ) est encore plus préoccupante. Le 1er avril, une délégation du commandement des YPJ a rencontré le ministre de la Défense du HTS. Celui-ci a déclaré sans ambiguïté : « Les YPJ n'ont pas leur place dans l'armée. » L'avenir des YPJ est ainsi devenu une question centrale pour l'ensemble de l'avenir du Rojava.

Ilham Amed continue d'affirmer que le maintien des YPJ constitue une position non négociable. L'Administration autonome reproche au gouvernement central qu'aucune transformation réelle de la Syrie ne soit possible tant que les femmes continueront à subir des discriminations systéma-

tiques et que l'égalité ne sera pas inscrite dans la constitution. Il est toutefois tout à fait illusoire d'espérer une réaction progressiste de la part du groupe politico-islamiste HTS, qui bénéficie du soutien total du colonialisme turc et de l'impérialisme américain, et d'espérer un « changement démocratique ». Pour le HTS, il suffirait que les femmes des YPJ rejoignent « volontairement » les Asayîş (forces de police locales). Cette insistance sur le caractère « volontaire » constitue en réalité un refus de leur reconnaître un statut officiel.

Mais ce ne sont pas seulement les structures militaires de femmes qui sont menacées. Toutes les conquêtes de la Révolution des femmes au Rojava sont aujourd'hui en jeu. Le Contrat social du Rojava repose sur le système de la coprésidence, sur la représentation paritaire et l'égalité des femmes dans tous les domaines, ainsi que sur le rejet de toute forme d'oppression fondée sur le genre. Les lois adoptées ont également interdit les mariages d'enfants et la polygamie, tout en introduisant l'égalité en matière d'héritage.

Le HTS politico-islamiste vise l'ensemble de ces acquis. Cela

apparaît particulièrement clairement dans le domaine judiciaire : les conseils de justice des femmes, qui traitent notamment les affaires de violences domestiques, de mariages forcés et de discriminations sexistes, devraient être remplacés par des autorités religieuses telles que des « savants de la charia ». Même si toutes ces attaques contre la Révolution des femmes suscitent l'indignation et sont considérées, à juste titre, comme des lignes rouges absolues, il paraît peu probable que le HTS accepte le moindre compromis sur la question de l'égalité des sexes. C'est précisément dans ce domaine que se manifestent les contradictions irréconciliables entre le gouvernement central et l'Administration autonome.

### **Intégration ou assimilation ?**

La pression sur la population du Rojava s'intensifie également sur les plans social et culturel. La question linguistique y joue un rôle central. Si le kurde a été officiellement reconnu comme « langue nationale » par le décret n° 13, il n'a été intégré au programme scolaire officiel qu'en tant que matière optionnelle.

L'enseignement dans la langue maternelle est ainsi remplacé

par un modèle dans lequel le kurde n'est enseigné que deux heures par semaine. Jusqu'à présent, au Rojava, le kurde, l'arabe et le dialecte syrien étaient des langues d'enseignement disposant d'un statut égal. En réintroduisant l'arabe comme langue d'enseignement dominante et unique, le HTS cherche à anéantir les conquêtes révolutionnaires également dans ce domaine et utilise le processus d'intégration comme prétexte à cette politique.

Parallèlement, dans des villes comme Heseke et Qamishlo, les panneaux bilingues kurde-arabe des bâtiments publics ont été retirés et remplacés par des panneaux en anglais et en arabe. Cette attaque assimilati-onniste manifeste a provoqué une réaction de résistance. À Heseke, des jeunes ont pris d'assaut le palais de justice, décroché le panneau sous les protestations et réinstallé l'ancien panneau bilingue kurde-arabe. Ce mouvement de protestation s'est également étendu à d'autres villes, où le peuple kurde a défendu son droit à sa langue maternelle.

### **La question du retour**

L'occupation d'Afrîn et de Serê-

kaniyê par l'État colonial turc et ses hommes de main armés a contraint des dizaines de milliers de personnes à l'exil. Garantir un retour sûr des déplacés constituait l'un des principaux points des accords conclus entre l'Administration autonome et le HTS. Si de nombreuses familles retournent aujourd'hui dans leurs régions d'origine, elles y découvrent des conditions catastrophiques. De nombreuses habitations sont détruites ou demeurent occupées par des groupes armés. Les terres et propriétés confisquées n'ont pas été restituées, privant les rapatriés de toute base économique. Dans le même temps, l'arabisation du système éducatif complique considérablement la scolarisation de leurs enfants.

### **Même pas l'apparence d'une démocratie bourgeoise**

Le 5 octobre 2025, des « élections parlementaires » ont eu lieu en Syrie. Le nombre de députés a été fixé à 210, dont 70 ont été directement nommés par al-Golani. Les autres sièges ont été attribués à des délégués élus par des comités locaux désignés par le pouvoir. Les régions kurdes, alaouites et druzes n'ont pas participé aux élections.

Dans le cadre du processus d'intégration, des élections ont également eu lieu à Heseke et à Kobanê. Le PYD ainsi que de nombreux partis politiques kurdes ont boycotté les élections, rejetant la méthode imposée par le gouvernement de Damas et protestant contre le fait que seuls quatre sièges aient été attribués aux Kurdes au Parlement. Puisque les Kurdes représentent environ 20 % de la population syrienne, ils devraient disposer d'au moins quarante députés. À l'inverse, le Conseil national kurde (ENKS), proche du PDK, a accepté de participer aux élections et a envoyé deux représentants au Parlement. Les deux autres sièges ont été remportés par des candidats indépendants.

### **Que reste-t-il ?**

Bien que certaines conquêtes aient subsisté dans les faits, il était clair dès le départ que l'accord conclu entre l'Administration autonome et le HTS constituait un important recul. Ce qui a été présenté comme une intégration n'est rien d'autre qu'une liquidation. On a tenté de présenter cette réalité sous une forme atténuée. Pourtant, les faits sont les suivants : les bataillons

des FDS ont été placés sous le commandement des divisions du HTS dirigée par un commandant du HTS. Toutes les armes lourdes et semi-lourdes ont été officiellement remises à l'armée centrale. Les YPJ sont menacées de dissolution. Les institutions et le personnel de l'Administration autonome ont été transférés au gouvernement du HTS. Les diplômes délivrés sur le territoire de l'Administration autonome ne sont pas reconnus. L'enseignement dans la langue maternelle a disparu et une politique de monolinguisme est imposée. Toutes les ressources économiques sont passées sous le contrôle du HTS. Les Kurdes ne disposent que de quatre sièges au Parlement.

L'Administration autonome espérait que ces questions pourraient être résolues par la voie diplomatique. Mais faire des négociations diplomatiques la solution ultime à tous les problèmes et intensifier les efforts d'intégration a constitué une erreur fatale. Il est certes évident que le Rojava est soumis à un encerclement complexe et à de multiples attaques, et qu'il est impossible de traverser cette période sans résistance, concessions et compromis. Il peut être

nécessaire de réorganiser ses positions et de conclure certains accords afin de préserver les acquis restants ; cela peut même parfois devenir inévitable. Mais le seul moyen de protéger les conquêtes encore existantes résidait dans la résistance organisée du peuple. L'attitude actuelle de la jeunesse kurde face à l'effacement de sa langue et de son identité montre que cette résistance est loin d'être éteinte. La lutte pour la langue kurde révèle à quel point la conscience nationale est profondément enracinée au Rojava. Dans le même temps, cette conscience est soumise à une pression immense. Tant que la Syrie continuera à se définir exclusivement comme une « République arabe » et que les Kurdes ne seront pas reconnus comme une nation à part entière, leurs droits nationaux resteront fondamentalement menacés. C'est pourquoi le conflit politique central se dirige en définitive contre cette négation nationale. Les manifestations de Qamishlo, au cours desquelles des jeunes ont symboliquement barré l'inscription « République arabe syrienne », expriment parfaitement cette contradiction.

## L'art dans le visée du fascisme

Les attaques impitoyables menées par les fascistes contre les œuvres d'art et les artistes qui ne se conformaient pas à leur idéologie méprisante sont illustrées par de nombreux exemples historiques. Des artistes, des auteurs, des poètes et des musiciens ont été censurés, interdits, contraints à l'exil, emprisonnés, torturés, enfermés dans des camps de concentration ou assassinés. Les brûlages de livres organisés par les nazis sur la voie publique constituent un symbole marquant de cette histoire. L'assassinat du musicien Víctor Jara par la dictature fasciste de Pinochet en 1973 est un autre exemple de l'importance de la culture de la résistance face au fascisme.

En reprenant la tradition d'oppression fondée sur la religion de l'Empire ottoman et en l'adaptant à son projet colonial d'une « nation unique », l'État bourgeois turc a développé une hostilité sans limite envers tout ce qu'il considérait comme une menace pour son existence, y compris l'art et les artistes. Après le génocide des Arméniens, les intellectuels et artistes survivants ont été assimilés de force dans le cadre de la construction culturelle de la nouvelle république. Les artistes ar-

méniens ont été contraints d'adopter des noms turcs. Les pièces de théâtre, la musique et les manifestations culturelles ont d'abord été soumises à autorisation, puis interdites. Au cours du pogrom des 6 et 7 septembre 1955, de nombreux centres culturels ont été attaqués et des artistes non musulmans ont été assassinés.

Des lois et des décrets des années 1920 et 1930 ont interdit la langue kurde, les publications kurdes et la musique kurde. Les représentations d'artistes kurdes ont été interdites, les artistes arrêtés et leurs œuvres saisies. Les dengbêj, gardiens de la littérature et de la musique orales kurdes, ainsi que les chanteurs populaires alévis, ont été mis sous pression par la politique étatique d'uniformisation de la langue, de la religion et de la culture. Lors des massacres de Diyarbakır, Dersim et Koçgiri, de nombreux artistes ont été brutalement assassinés.

La persécution du poète communiste Nazım Hikmet illustre parfaitement l'hostilité de l'État fasciste envers l'art révolutionnaire et communiste. Il a été criminalisé, emprisonné, puis contraint à l'exil, qu'il a passé en Union soviétique. La répression n'a pas réussi à briser

son influence, qui rayonne encore aujourd'hui à travers les générations, mais elle a réussi à le séparer de sa patrie, dont il a continué à rêver jusqu'à la fin.

La seconde moitié du XXe siècle, y compris les coups d'État militaires de 1960, 1971 et 1980, a également été marquée par les attaques de l'État fasciste contre l'art et les artistes progressistes et révolutionnaires. Lors du massacre de Sivas en 1993, 35 intellectuels et artistes alévis, dont les musiciens Hasret Gültekin, Muhlis Akarsu et Nesimi Çimen, les écrivains et poètes Asım Bezirci et Metin Altıok ainsi que d'autres artistes, ont été brûlés vifs. Il s'agissait d'un massacre fasciste initié par l'État et perpétré par une foule fasciste en colère.

L'État fasciste, qui a passé les cinquante dernières années à empêcher tout lien entre la lutte de libération nationale kurde et les luttes d'autres opprimés, poursuit sans relâche ses attaques contre les artistes opposants et révolutionnaires, même sous le régime fasciste mis en place par l'AKP en alliance avec le MHP. Le caractère politico-islamiste du régime ne vise pas seulement les artistes qui se rangent du côté des opprimés, mais aussi ceux qui sont identifiés à l'opposition bourgeoise ou au « sécularisme kémaliste ».

Ces attaques se traduisent par des interdictions de concerts, des enquêtes, des arrestations, des mesures de censure et une répression économique. L'hostilité envers les œuvres d'art et les artistes considérés comme une menace pour le pouvoir ou le mode de vie souhaité est légitimée par des slogans tels que « sécurité nationale », « lutte contre le terrorisme », « sensibilité sociale » ou « ordre public ».

C'est surtout après le soulèvement de Gezi que la politique culturelle et artistique du régime a pris un caractère ouvertement idéologique. Les artistes opposants, révolutionnaires, socialistes et kurdes qui soutenaient la résistance ont été pris pour cible. Les musiciens qui s'exprimaient de manière critique, dansaient ou portaient simplement des vêtements qui déplaisaient au régime du chef, tout comme les artistes qui exprimaient la moindre critique dans leurs œuvres, se sont retrouvés dans le collimateur d'un fascisme qui contrôle tous les organes de l'État et une grande partie des médias. Parallèlement, un secteur culturel distinct, fidèle à l'État. Des artistes tels que Müjdat Gezen et Metin Akpınar ont été persécutés pour avoir formulé des critiques politiques dans des émissions de télévision, tandis que l'acteur Gen-

co Erkal a été pris pour cible en raison de ses publications sur les réseaux sociaux. La chanteuse Gülşen a été agressée lors d'un concert en raison de sa tenue vestimentaire, l'humoriste Tuba Ulu a été persécutée pour des propos tenus à l'égard du sultan Soliman, le musicien Mabel Matiz a été inculpé pour une chanson, la manager Ayşe Barım a été emprisonnée et Mustafa Keser s'est vu interdire de se produire en concert pour une blague. Le nombre de victimes de campagnes de diffamation est incalculable.

Aujourd'hui, bien qu'un processus de négociation soit en cours entre l'État turc et le PKK pour résoudre la question kurde, la langue, la culture et la musique kurdes restent soumises à une pression considérable. Des festivals et des concerts sont interdits, des institutions sont fermées, des pièces de théâtre sont qualifiées de « séparatistes » et des écrivains, réalisateurs et musiciens kurdes sont emprisonnés.

Ce sont surtout les artistes révolutionnaires et socialistes ainsi que les institutions culturelles qui sont touchés par une répression accrue, des fermetures et des arrestations. Les interdictions de concerts visant Grup Yorum et l'emprisonnement de ses membres, dont Helin Bölek

et Ibrahim Gökçek, morts alors qu'il s'être résisté à leur incarcération, en font partie, tout comme l'arrestation de musiciens et d'artistes de Grup Vardiya et BEKSAV lors d'une descente de police en février dernier.

Récemment, une « provocation par le drapeau » turc lors d'un concert de la musicienne progressiste İlkay Akkaya, le 6 mai, dans le cadre du 37e Festival international de printemps de l'ODTÜ (Université technique du Moyen-Orient), a constitué le dernier exemple en date des pressions exercées sur les manifestations de l'opposition et des campagnes de dénigrement organisées contre la musique et les artistes révolutionnaires. Les provocations des partisans du parti Zafer, qui se sont heurtées à la résistance des étudiants, ont conduit à l'arrestation d'étudiants antifascistes. L'assimilation, la répression judiciaire, les prisons ou les interdictions de manifestation ne peuvent étouffer l'aspiration à la liberté qui se reflète dans toutes les formes d'expression esthétique. Les artistes révolutionnaires et antifascistes, en particulier, ne se plient pas aux interdictions, pas plus que l'inscription « REVOLUTION » sur le campus de l'ODTÜ ne peut être effacée.

## L'exemple de l'Université Bilgi le montre : seule la résistance peut faire reculer le fascisme

La résistance des étudiants de l'Université Bilgi d'Istanbul a porté ses fruits. Après plusieurs jours de manifestations, la décision de fermer l'université a été annulée. Selon le Journal officiel, le retrait de l'autorisation d'exploitation a été annulé. La décision, signée par Erdoğan, a été prise le 24 mai 2026.

L'université Bilgi d'Istanbul, qui ne suit pas la ligne du gouvernement, avait été officiellement fermée par un décret d'Erdoğan publié au Journal officiel du 22 mai 2026. La révocation totale de son autorisation d'exploitation avait déclenché de vives protestations tant dans les milieux universitaires que parmi les étudiants. Au cours des mois précédents, l'administration de l'université avait déjà été placée sous administration judiciaire.

En septembre 2025, le parquet de Küçükçekmece avait ouvert une enquête contre Can Holding. Les dirigeants du groupe étaient accusés d'avoir créé une organisation criminelle à des fins de blanchiment d'argent et d'avoir commis des fraudes fiscales. L'autorité fiduciaire pub-



lique TMSF a été désignée comme administrateur judiciaire pour 121 entreprises du groupe. L'une de ces entreprises était la Doğa Bilgi Okulları İşletmeciliği, qui gère l'université Bilgi d'Istanbul.

Il avait été annoncé auparavant que les étudiants pourraient poursuivre leurs études à l'université publique partenaire, la Mimar Sinan Güzel Sanatlar Üniversitesi.

L'exemple de la résistance à l'université Bilgi, à laquelle ont également pris part des organisations étudiantes antifascistes et socialistes, le montre une fois de plus : seule la résistance peut mettre un terme au fascisme, qui impose sans ménagement sa politique d'uniformisation à tous les niveaux.